

L'Adresse—Le très hon. M. Trudeau

redresserons pas la situation économique, nous ne ferons qu'aggraver la situation.

Je voudrais mentionner un autre domaine, mais je le ferai brièvement, faute de temps. Comme le leader de l'opposition me l'a rappelé, il s'agit d'un domaine dont nous avons parlé abondamment dans le discours du trône, celui du changement structurel. Dès octobre 1975, lorsque nous avons introduit les contrôles anti-inflation, nous avons indiqué que nous aurions des changements structurels à apporter dans des domaines comme le logement, l'énergie et l'alimentation. Dans ces domaines, nous avons introduit des changements qui ont produit des résultats, sous la forme d'unités de logement multiples, ou, par exemple, d'amélioration de la prospection d'énergie et des mesures d'économie. Ces changements feront l'objet de commentaires plus détaillés de la part des ministres compétents. Le discours du trône indique les autres problèmes structurels dont nous nous occuperons, de même que la façon dont nous avons l'intention de nous adapter à l'environnement mondial en constante évolution grâce au système de marché et grâce à la création, par le gouvernement, d'un climat propice aux changements, susceptible de permettre une croissance équilibrée.

Je souhaite faire état d'une dernière mesure de redressement dans le domaine de l'économie, à savoir la consultation. Encore une fois, nous avons évoqué ce sujet en détail dans le cadre du programme de coopération. Je veux simplement dire—et c'est ce qui apparaît dans le discours du trône—que nous allons devoir mettre sur pied un organisme de contrôle et des mécanismes de consultation si nous voulons véritablement contrôler notre économie. Cela ne signifie nullement que la consultation puisse se substituer à l'action, mais il est évident qu'une action adéquate—qui n'aura pas un caractère de confrontation, pour rassurer le leader de l'opposition—peut et doit être l'aboutissement de la consultation. Je pense que la décision concernant le pipe-line du Nord en a été un bon exemple.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Les députés se souviennent sans doute qu'il y a quelques années, cette question semblait diviser radicalement le pays. Il semblait du moins s'agir d'une question à propos de laquelle nous allions voir le pays se diviser, l'Est contre l'Ouest, le Nord contre le Sud. Mais grâce à ce long processus de consultation, grâce au grand nombre de personnes qui ont participé à la réflexion sur cette question, il a été possible au gouvernement d'adopter une politique pratiquement identique à celle préconisée par les principaux partis d'opposition à la Chambre. Cette politique va entraîner une dépense d'environ quatre milliards de dollars en biens et en services canadiens. Ce projet va créer des emplois atteignant presque 100,000 années-hommes. Tout ceci prouve que ce dont nous avons besoin n'est pas tellement une nouvelle théorie économique, un nouvel Adam Smith, un nouveau Karl Marx, un nouveau John Maynard Keynes...

M. Broadbent: Un nouveau gouvernement.

M. Trudeau: Ce qu'il faudrait, c'est tout simplement que les Canadiens décident de collaborer, de réduire leurs frais, de vivre selon leurs moyens, d'agir ensemble dans un esprit de collaboration dans tous les secteurs de l'économie.

Des voix: Bravo!

[M. Trudeau.]

M. Trudeau: Le gouvernement l'a dit tout à fait clairement dans le discours du trône d'hier. Je citerai seulement une courte phrase qui se trouve vers le milieu du discours.

Ce mécontentement qui se manifeste au milieu de l'abondance ne peut prendre sa source que dans l'esprit de l'homme, et c'est de là aussi que devra venir l'unité de la nation.

Le chef de l'opposition nous a dit—tout comme le chef du Nouveau parti démocratique nous le dira sans doute lui aussi à son tour—qu'aucun signe économique n'indique aux pays industrialisés comment ils peuvent améliorer leur situation. Nous verrons qu'il n'y a pas de nouveau Cain pour nous dire comment créer de l'emploi et réduire l'inflation. Nous constatons que même au sein des partis de l'opposition, voire au sein du même parti, si les uns soutiennent une théorie, les autres soutiennent la théorie contraire. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'une nouvelle théorie économique; c'est d'un nouvel esprit, d'une nouvelle volonté nationale.

● (1653)

[Français]

Et, monsieur le président, il est vrai que dans le domaine de l'unité nationale ce même esprit de coopération plutôt que de confrontation est requis. Je reçois des leçons du chef de l'opposition, qui trouve que nous faisons preuve de ce côté-ci de la Chambre de trop d'agressivité. On pourra donc voir dans l'analyse de ces solutions, si cela est vrai, mais je serais tout à fait d'accord avec lui s'il disait que dans le domaine de l'unité nationale les progrès viendront plus sûrement par voie de coopération plutôt que par voie de confrontation. Si l'on examine l'histoire de notre pays, il est certain que ce n'est pas une histoire qui résulte d'un esprit absolument angélique et parfait. Il est certain que des compromis ont été faits à travers notre histoire entre les différentes forces en présence. Il est certain également que ces compromis n'ont jamais été finals ni complètement réussis, mais il est certain aussi que ces compromis ont permis à notre pays de progresser depuis 100 ans, et nous mettent dans la situation d'un des pays les plus privilégiés au monde.

Nous sommes ce que nous sommes, monsieur le président, non pas à cause de forces extérieures, non pas parce que des choses nous ont été imposées, mais parce que nous avons choisi notre destinée. Personne ne nous a imposé la Confédération, le système fédératif que nous connaissons, ce n'est venu ni d'Angleterre, ni de France, ni des États-Unis. Le fédéralisme canadien a été la création d'un génie proprement canadien, et de la même façon, monsieur le président, le nouveau fédéralisme que nous cherchons à établir doit venir de nous. Il doit correspondre à la situation d'aujourd'hui, aux problèmes réels qui existent aujourd'hui. Comment les détailler, monsieur le président? Je ne saurais m'attarder trop longtemps à examiner les différents secteurs sociaux, les différentes zones géographiques qui causent des problèmes de désunion.

Si l'on regarde du côté des Indiens, des métis, des Inuit, il est certain que le remède doit venir en faisant disparaître les causes de leur aliénation, en leur donnant le temps et également les ressources financières pour trouver dans leur propre esprit l'orientation, la place qu'ils veulent prendre au Canada, leur donner le moyen de faire les recherches juridiques et historiques qui leur permettront de se satisfaire dans leur esprit de ce qui leur est dû, et de négocier des résultats correspondants. Exemple, encore une fois, au cours du débat